

souhaitent de plus en plus participer à des projets en coparticipation en Amérique latine et ainsi faire croître et prospérer les deux partenaires. A la fin de 1976, les investissements directs du Canada dans la région totalisaient 2,3 milliards de dollars, dont 1,2 milliard au Brésil seulement.

Les Banques privées canadiennes ont des succursales dans toute la région depuis le début du siècle. Récemment, elles se sont montrées particulièrement actives, prêtant des euro-dollars au secteur public et aux établissements financiers privés du Brésil. A l'heure actuelle, leurs engagements au Brésil excèdent de loin les 2 milliards de dollars. Elles ont toujours participé à des syndicats bancaires, mais, de plus en plus, elles font office de chef de file et d'organisme pilote dans le cas d'importants prêts consortiaux. Entre parenthèses, je crois savoir que la plus grande succursales d'une banque canadienne dans le monde, le Canada compris, se trouve à Buenos Aires!

Cependant, les banques privées ne peuvent toujours, à elles seules, relever le défi que représentent des prêts à long terme, et c'est ici qu'intervient le gouvernement canadien pour aider les exportateurs de biens et de services ainsi que les investisseurs canadiens. La Société pour l'expansion des exportations est une entreprise commerciale autonome, propriété du gouvernement du Canada, qui fournit financement et assurance dans le but d'aider le commerce extérieur canadien. Outre l'octroi aux entreprises canadiennes d'une assurance-crédit à l'exportation, la Société offre une vaste gamme de services de prêts à long terme aux acheteurs étrangers de matériel et de services techniques canadiens.

Depuis sa création en 1969, elle s'est implantée dans la région avec beaucoup de dynamisme. La plupart des pays d'Amérique latine et des Antilles ont atteint un stade de développement où le crédit à l'exportation devient essentiel. Par l'entremise de la SEE, les Canadiens ont participé, par exemple, au développement des économies pétrolières du Mexique et de Trinité-et-Tobago. Afin d'alléger le fardeau des paiements découlant de la majoration de la facture énergétique, les pays d'Amérique latine reportent maintenant leur attention sur des projets de mise en valeur des ressources naturelles. Cette évolution ouvre des horizons nouveaux aux manufacturiers, investisseurs et consultants canadiens. Pays de grande superficie, comme le Canada, le Brésil continue d'exploiter son immense potentiel hydro-électrique, et j'y vois un créneau très prometteur où les Canadiens pourraient offrir des services de pointe et de génie et assurer la fabrication de matériel de haute technicité. La même chose vaut pour le Chili, pays riche en ressources hydrauliques. La Société s'est aussi implantée en Argentine en finançant deux projets d'envergure dans le secteur des pâtes et papier.

La coopération industrielle a aussi évolué sensiblement ces derniers temps. Par exemple, l'ACDI a mis sur pied un programme de coopération industrielle visant à inciter les sociétés privées canadiennes à participer davantage à des entreprises communes menées en sol canadien et à l'étranger, ainsi qu'à d'autres genres d'opérations. Essentiellement, il s'agit de choisir et de mettre en oeuvre les moyens par lesquels les techniques et ressources du secteur privé canadien peuvent servir directement au développement industriel. Ce programme encouragera les hommes